

LECO

de la semaine

16 au 22 Août 2025



SOMMAIRE

Services Aéroportuaires - Ravinala Airports s'aligne sur le label national.....	2
Bazar de la SADC : L'Artisanat malgache à l'honneur	2
Antananarivo: le téléphérique urbain prend son envol	3
Diplomatie – L'industrialisation, la souveraineté alimentaire et la transition énergétique comme priorité du nouveau président de la SADC	3
Métaux Précieux - L'argent suit la flambée de l'or.....	4
Développement rurale : Nouvel espoir de croissance tirée par la pisciculture dans le Sud-Est	4
Promotion de la filière crabe : Sensibilisation des pêcheurs d'Ambanja pour une pratique durable	5
Coopération régionale : Lancement d'un projet pilote durable avec les Comores	5
L'avenir de l'Agoa : Rajoelina met en avant la négociation collective de la Sadc	6
Agriculture et élevage : le CAFPA forme les jeunes	6
Tsena Agoa : Hodinihina amin'ny filoha Trump amin'ny alalan'ny Sadc.....	7
Angovo azo havaozina : Orinasa voalohany hampiasa ny angovo azo avy amin'ny rivotra ny QMM	7
La Chine salue l'actuelle « dynamique positive » des relations bilatérales avec l'Inde.....	8
Tarifs Douaniers - Les minerais stratégiques épargnés par Washington	8
Cuisson propre : Vers une norme nationale sur le bioéthanol liquide à Madagascar	9
Arrivée de l'Airbus A350-1000 d'Ethiopian Airlines: de nouvelles perspectives s'ouvrent pour le secteur tourisme	10
Infrastructures – « La BAD prête à contribuer à la construction de l'autoroute », selon le ministère de l'Economie et des finances.....	10
Hydrocarbures – Une livraison de 829 057 tonnes métriques de carburant à Madagascar attendue de la société omanaise OQ Trading de juin 2025 à mai 2026.....	11
Projet Tefiala : Restauration des terres pour la résilience des communautés rurales.....	11
Secteur artisanat : regroupement des acteurs sollicité.....	12
Energie – Le cadre technique et organisationnel du « Program for Results » destiné à soutenir la Jirama à hauteur de 100 millions de dollars approuvé.....	12
Octroi de Crédits – Une reprise timide du financement des activités du secteur extractif signalée	13
Gestion des données: données, IA et souveraineté, Madagascar engage le débat	13
Vary safiotra: Sabotsy-Namehana vers l'autosuffisance alimentaire.....	14
Commerce - La fin de l'Agoa approche à grands pas	14

Services Aéroportuaires - Ravinala Airports s'aligne sur le label national

IRINA TSIMIJALY | 16 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ravinala Airports a rejoint le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) et obtenu le label national « Malagasy ny Antsika ». L'entreprise devient ainsi le premier opérateur du secteur aéroportuaire à recevoir cette distinction, attribuée à l'issue d'un audit rigoureux et destinée à promouvoir les services, les produits et le savoir-faire malgaches.

Le label reconnaît les efforts de Ravinala Airports pour renforcer l'usage des ressources locales et améliorer la qualité des services. Concrètement, l'entreprise privilégie les fournisseurs et sous-traitants malgaches pour des prestations comme le nettoyage, la maintenance, la restauration et les commerces. Elle valorise également l'artisanat et les produits nationaux dans ses terminaux, notamment à travers l'espace Taste of Madagascar, et maintient un taux d'employés locaux supérieur à 90 %. La démarche inclut aussi un engagement en faveur d'une communication transparente, ainsi que l'intégration de pratiques de responsabilité sociale et environnementale. Pour Daniel Lefebvre, directeur général de Ravinala Airports, cette étape reflète une orientation claire :

« L'adhésion de Ravinala Airports à la SIM est une démarche de conviction. Elle reflète notre engagement en faveur d'un tissu économique tonique et d'une industrie malgache forte, innovante et inclusive. » Il estime que recevoir le label « Malagasy ny Antsika » pour les services aéroportuaires « est une fierté, et une reconnaissance du travail que nous menons chaque jour pour faire rayonner Madagascar ».

Le dirigeant rappelle également que les aéroports qu'il gère sont « des plateformes stratégiques pour le développement de l'industrie à Madagascar », en soulignant la mise en place d'infrastructures essentielles comme la future gare de fret, dont l'appel à manifestation d'intérêt est déjà lancé.

Cette annonce intervient dans un contexte stratégique pour l'entreprise, qui est sponsor platine de la 8e édition de la Semaine de l'Industrialisation de la SADC, confirmant sa volonté de jouer un rôle clé dans la dynamique industrielle du pays.

Bazar de la SADC : L'Artisanat malgache à l'honneur

ANTSA R | 16 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

En marge de la tenue du sommet de la SADC, l'Enara Galleria d'Ambodifasina Tsarasaotra accueille jusqu'au 18 août 2025 un grand marché dédié au savoir-faire artisanal malgache.

Baptisé « Bazar de la SADC », cet événement a ouvert ses portes le 14 août, offrant une vitrine exceptionnelle aux artisans et entrepreneurs locaux.



Organisé dans le cadre du sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Antananarivo, l'événement constitue une occasion unique de présenter aux délégations étrangères, venues des pays membres, la richesse et la diversité de l'artisanat malgache. Plus de 200 stands sont installés sur le site, regroupant près de 300 participants issus de divers horizons. Les visiteurs peuvent y découvrir un large éventail de créations : objets de décoration, bijoux, textiles, produits culinaires et spécialités locales, mais aussi œuvres alliant tradition et innovation. Outre les producteurs artisanaux,

des acteurs connexes y prennent également part, parmi lesquels se trouvent des établissements de financement, des compagnies d'assurance et des fournisseurs d'équipements. Leur présence vise à soutenir le développement et la professionnalisation du secteur, en facilitant l'accès aux services et aux ressources indispensables à la croissance des activités artisanales.

Vitrine stratégique

Pour les organisateurs, ce rendez-vous constitue un double avantage. D'abord, stimuler les opportunités commerciales pour les artisans, et ensuite, renforcer la visibilité internationale de l'artisanat malgache. La venue de nombreux visiteurs étrangers, notamment les membres des délégations officielles, représente une vitrine stratégique pour nouer des contacts, trouver des débouchés et promouvoir le « Made in Madagascar » au-delà des frontières. En parallèle des expositions, des échanges et rencontres professionnelles sont prévus, afin de favoriser le réseautage entre artisans, institutions et acheteurs potentiels. L'événement ambitionne ainsi de contribuer à la valorisation des métiers d'art et à la dynamisation de l'économie locale. Le « Bazar de la SADC » reste ouvert au public jusqu'au 18 août, invitant amateurs, curieux et professionnels à venir apprécier l'authenticité et la créativité qui font la fierté du patrimoine artisanal de Madagascar.

Antananarivo: le téléphérique urbain prend son envol

JEAN RIANA | 16 AOÛT | LES NOUVELLES

Le téléphérique urbain prend son envol à Antananarivo, de manière partielle, à l'occasion du sommet de la Sadc et ce, pendant deux à quatre mois, avant son ouverture officielle. Hier à la station S5 Ivandry La City, le président, Andry Rajoelina a inauguré la ligne Orange reliant Anosy et Ambatobe, d'une longueur de 8,7 kilomètres.

Sans conteste, le téléphérique transforme le paysage des transports urbains dans la ville des Mille. Peu polluant, sûr et rapide, ce mode de transport apporte une grande révolution à la mobilité urbaine, à Antananarivo.

Et malgré les critiques, le président de la République, Andry Rajoelina a précisé que la réalisation de cette infrastructure a été mûrement réfléchie visant à résoudre les problèmes de déplacement rencontrés par les citoyens malgaches au quotidien tels que le temps perdu dans les embouteillages, l'insuffisance de transport en commun, bousculade à l'arrêt de bus à l'heure de pointe.

« On ne peut pas rester les bras croisés face à ces problèmes, raison pour laquelle il a été décidé de mettre en œuvre ce projet de transport par câble, qui est désormais opérationnel », a-t-il affirmé.

« J'utilise les critiques comme engrais pour faire progresser Madagascar », a fait entendre le président.

Andry Rajoelina a avancé que l'entrée en service du transport par câble (TPC) devrait permettre de réduire le nombre de voitures en circulation dans la capitale, estimé à 1.200 véhicules par jour, réduisant dans ce sens la pollution de l'air.

Faire la fierté des Malgaches

« C'est avec une immense fierté que j'ai eu l'honneur d'emprunter et de découvrir ce téléphérique, une réalisation majeure qui transformera en profondeur le secteur du transport à Antananarivo et redessinera le visage de notre capitale », a indiqué Naina Andriantsitohaina, ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation.

« Ce projet marquera notre ville d'une empreinte unique, la plaçant au rang des capitales modernes d'Afrique et du monde », a souligné le ministre Naina Andriantsitohaina. Le Secrétaire d'Etat en charge des Nouvelles villes et de l'habitat (SENVH), Gérard Andriamanohisoa a quant à

lui indiqué que la construction des routes, entraîne des dépenses considérables à l'Etat sans bénéficier d'un retour investissement. C'est l'une des raisons pour lesquelles, l'Etat malgache a décidé de lancer le projet téléphérique, qui non seulement va faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, mais également créer des emplois.

« 450 emplois directs en vue pendant les 4 mois de démarrage du téléphérique et les 25 mois qui ont permis la réalisation de ce projet », a-t-il souligné.



Tarif abordable

Ce mode de transport a beau être innovant dans la Grande Ile, le tarif de transport quant à lui reste abordable moyennant 3.000 ariary, « fixé à 3.000 ariary, pour être à la portée de tout un chacun au lieu de 10.000 ariary, selon les calculs établis par les responsables d'exploitation », a déclaré le président Andry Rajoelina.

Le Secrétaire d'Etat a tenu à saluer le Président de la République pour son courage d'affronter les défis du développement car cet état d'esprit permet à Madagascar d'avancer. « Notre pays est vu en tant que modèle et différents pays entendent d'ailleurs emboîter notre pas dans la mise en place de téléphérique, pour ne citer que Kigali, Rwanda, Bénin... », a-t-il indiqué.

« On fera en sorte que le TPC fonctionne à l'énergie renouvelable. Et, d'ici trois mois, il sera alimenté par des batteries rechargeables et l'année prochaine, des parcs solaires vont entrer en jeu, indépendamment de la Jirama », a-t-il conclu.

Diplomatie – L'industrialisation, la souveraineté alimentaire et la transition énergétique comme priorité du nouveau président de la SADC

16 AOÛT | 2424.MG

Le président de la République Andry Rajoelina assure depuis ce dimanche 17 août et jusqu'en août 2026 la présidence de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). La cérémonie de passation de fonction avec son prédécesseur a eu lieu à la fin de la cérémonie

d'ouverture du 45ème Sommet de la SADC. Le discours d'acceptation du mandat a été l'occasion pour le nouveau numéro Un de la SADC d'évoquer les grandes lignes de sa présidence.

Métaux Précieux - L'argent suit la flambée de l'or

IRINA TSIMIJALY | 18 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'argent n'est plus seulement un métal ornemental. À Madagascar, il séduit désormais autant pour ses vertus protectrices et thérapeutiques que pour sa valeur économique. Longtemps considéré comme un simple substitut de l'or, il suit aujourd'hui sa propre trajectoire, retrouvant peu à peu son statut de valeur refuge.



Lors du Bazar de la SADC, organisé du 14 au 18 août au Centre Enara Lac Iarivo, les artisans ont tenu à rappeler la spécificité de l'argent malgache. « Contrairement à l'argent importé, celui travaillé ici possède des vertus thérapeutiques. Quand il noircit au contact du corps, cela signifie qu'il absorbe la maladie », explique un bijoutier. Au-delà des croyances, c'est surtout l'argument économique qui frappe les esprits. « Il y a dix ans, le gramme d'argent valait 7 000 ariary. Aujourd'hui, il dépasse les

12 000 ariary, soit presque le double », poursuit un artisan. Comme l'or, l'argent est désormais considéré comme un investissement sûr : « Même si l'on se lasse d'un bijou, on peut toujours le refondre en un autre modèle, et sa valeur continue de croître », ajoute-t-il.

La demande ne cesse de croître. « Tout le monde cherche de l'argent en ce moment. La demande augmente, et donc les prix aussi », constate un exposant. Son cours reste étroitement lié à celui de l'euro et de l'or, renforçant son statut de valeur refuge, une alternative plus accessible que le métal jaune pour les ménages.

L'évolution du prix de l'or illustre cette tendance. Le gramme d'or 24 carats s'échange aujourd'hui à près de 500 000 ariary, contre 62 000 ariary il y a dix ans : une envolée spectaculaire. L'argent, plus abordable, apparaît ainsi comme une porte d'entrée vers l'investissement dans les métaux précieux.

Cette montée en puissance comporte toutefois des risques. « L'or attire les voleurs depuis longtemps. Aujourd'hui, l'argent aussi est devenu une cible », témoigne un artisan. Les écarts de prix ajoutent à la confusion : certains bijoutiers le proposent encore à 5 000 ariary le gramme, quand d'autres dépassent déjà les 12 000 ariary.

Entre croyances populaires, valeur financière et symbole de protection, l'argent confirme sa place à part entière parmi les métaux précieux, suivant résolument les traces de l'or.

Développement rurale : Nouvel espoir de croissance tirée par la pisciculture dans le Sud-Est

ANTSA R. | 18 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Une formation sur les techniques d'élevage de Tilapia et de Carpe a réuni des centaines de participants à Ambahatrazo, dans le district de Manakara. La session a été organisée samedi dernier, dans la commune rurale d'Ambahatrazo, dans la région Fitovinany. L'initiative s'est tenue dans l'enceinte de la FJKM Ambahatrazo, en partenariat avec l'équipe de la direction de l'Aquaculture du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue. Pas moins de 215 personnes y ont pris part, dont plusieurs déjà engagées dans la pisciculture. Les échanges ont porté sur les techniques modernes d'élevage de tilapia et de carpe, deux espèces adaptées au contexte local

et capables de contribuer à la sécurité alimentaire. Le maire de la commune et les responsables municipaux ont réaffirmé leur volonté d'appuyer ce secteur porteur. Selon eux, la pisciculture représente un levier stratégique pour diversifier les sources de revenus des ménages, renforcer l'autosuffisance alimentaire et stimuler le développement économique local. Pour les participants, cette formation traduit une volonté collective de faire de la pisciculture un pilier du développement rural durable à Ambahatrazo. Convaincus par les opportunités offertes, ils se sont engagés à mettre en pratique les acquis pour faire progresser la filière dans leur communauté.

Promotion de la filière crabe : Sensibilisation des pêcheurs d'Ambanja pour une pratique durable

ANTSA R. | 19 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Une initiative en faveur du développement durable de la pêche a été lancée la semaine dernière, dans le district d'Ambanja, région Diana. 35 pêcheurs issus des communes rurales d'Ampampamena et de Bemanevika Andrefana ont été sensibilisés et formés sur la pratique du grossissement de crabes. À noter que le crabe, ressource halieutique à forte valeur économique, figure parmi les produits d'exportation phares de Madagascar. Face à la demande croissante sur le marché international, mais aussi à la consommation locale, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB) met en œuvre une stratégie visant à améliorer la production tout en assurant la durabilité de la filière. La rencontre, organisée par la Circonscription de la Pêche et de l'Économie bleue (CirPEB) d'Ambanja, a permis d'expliquer aux pêcheurs les avantages de cette pratique : meilleure valorisation des captures, revenus plus stables et réduction de la pression sur les ressources naturelles. L'ONG Wildlife

Conservation Society (WCS) apporte également son appui technique afin de garantir la réussite du projet.



Convaincus par les perspectives offertes, les pêcheurs se disent prêts à suivre les formations prévues. Une étape décisive vers la structuration d'une filière drakaka plus compétitive et respectueuse de l'environnement.

Coopération régionale : Lancement d'un projet pilote durable avec les Comores

NAVALONA R. | 19 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Une réunion sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) a été organisée par le groupe d'institutions de recherche Cardessa et la SADC avec l'appui de la Banque mondiale la semaine dernière à Johannesburg en Afrique du Sud.

À la suite de cette réunion des 16 pays membres de la SADC, dont Madagascar, représenté par le groupe Faly Export, une coopération dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire avec les Comores va se concrétiser. En effet, ce groupe a lancé un projet pilote durable dans cette île voisine en travaillant en collaboration avec la société AMS, et ce, à travers la mise en œuvre de ses activités de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). L'initiative prévoit la distribution de 1 000 kg d'engrais organiques BSF, accompagnés de l'application mobile Holy Appli, pour la formation à distance et le suivi en temps réel des exploitations. L'objectif consiste à améliorer la qualité de vie sur les lieux de production, préserver l'environnement et pratiquer la RSE selon le référentiel HOREB, présenté par l'initiateur de ce projet Faly Rasamimanana, lors d'une conférence ministérielle africaine en 2023.

Contrôle en temps réel

Il est à rappeler que l'équipe de la Banque mondiale venue des États-Unis s'est rendue deux fois chez Faly Export cette année pour soutenir la production d'intrants organiques à base d'insectes comestibles, témoignant de

l'intérêt international pour l'innovation agricole malgache. La convention signée dernièrement avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage renforce cette démarche et ouvre la voie à l'atténuation de l'insécurité alimentaire, grâce à des pratiques durables et inclusives, selon le promoteur. Ensuite, le Groupe Faly Export prévoit d'étendre ses actions sur toute l'île en créant des Territoires agricoles durables, promouvant un développement harmonieux et transparent, indispensable à une bonne gouvernance. Pour assurer le suivi évaluation tout en vulgarisant la formation sur les bonnes pratiques agricoles, Holy Appli avec ICHTUS a été déployée, permettant un contrôle en temps réel et une amélioration continue des exploitations. Cette initiative illustre comment la technologie peut transformer l'agriculture malgache pour un avenir plus sûr et durable. Ce projet s'étend maintenant vers les Comores à travers la coopération régionale.

L'avenir de l'Agoa : Rajoelina met en avant la négociation collective de la Sadc

ARH. | 19 AOÛT | LES NOUVELLES

A l'issue du 45^e Sommet de la Communauté de développement des États d'Afrique australe (Sadc), Andry Rajoelina, président en exercice de l'organisation et chef d'Etat malgache, a assuré que les pays membres vont défendre ensemble leurs intérêts relatifs aux échanges commerciaux avec les grandes puissances.



Lors de la conférence de presse de clôture, il a souligné que « les discussions avec les Etats-Unis sur la reconduction de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), devraient s'ouvrir prochainement ». Ce programme qui offre un accès préférentiel au marché américain, constitue

un enjeu économique de taille pour de nombreux pays de la région.

Le président malgache prône ainsi « une approche collective ». Selon lui, la négociation au nom de la Sadc, permet de renforcer le poids diplomatique et économique de l'Afrique australe, face à ses partenaires internationaux.

« Défendre nos intérêts de manière unifiée sera moins ardu que de plaider isolément », a-t-il affirmé, tout en rappelant que Madagascar bénéficie déjà d'une position privilégiée grâce à son rôle de chef de file au sein de l'organisation régionale.

Andry Rajoelina a également mis en avant le rayonnement diplomatique de la Grande Île, qui tire profit de sa visibilité accrue à travers cette présidence. Pour lui, cette dynamique consolide non seulement la place de Madagascar sur l'échiquier régional, mais contribue aussi à donner davantage de poids aux revendications économiques de l'ensemble des pays membres.

En se positionnant ainsi, le président malgache entend faire de la Sadc un bloc plus audible et plus influent dans les négociations internationales.

Agriculture et élevage : le CAFPA forme les jeunes

SERA R. | 19 AOÛT | LES NOUVELLES

Créé par décret 2015-1333, le Centre d'appui et de formation professionnelle agricole (CAFPA), rattaché auprès du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAE), forme des jeunes de 18 à 23 ans durant deux ans, pour devenir des exploitants professionnels dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. C'est le cas pour le centre à Mahitsy, destiné en principe aux jeunes des régions d'Itasy, Analamanga, Betsiboka et Bongolava.

« Formés également au leadership et initiés à la gestion de projets, les apprenants sont tout de suite opérationnels, à l'issue de leur formation. Ils sont ainsi capables de trouver eux-mêmes des partenaires », a fait remarquer la directrice du CAFPA de Mahitsy, Herizo Léa Brigitte Andrianjakarivony.

Le mode recrutement s'opère par voie de concours tous les ans où le nombre des admis tourne autour d'une vingtaine. Les candidat(e)s devraient être aptes physiquement et avoir terminé la classe de troisième. Ils doivent aussi s'acquitter des frais de formations d'un montant de 60.000 ariary

Le contenu de la formation est toujours mis à jour en fonction des besoins. «Ce qui est essentiel pour le développement professionnel car cela permet de rester compétent

dans un environnement en constante évolution», souligne la directrice du CAFPA de Mahitsy.

De préciser aussi que la règle de 80% pratique et 20% théorique, est appliquée même durant les examens. Il arrive également au centre de proposer une formation à la carte, à titre de renforcement des capacités. Actuellement le centre prépare la sortie de sa 7^e promotion, prévue au mois d'octobre et prêt à accueillir la 9^e. A noter qu'il existe neuf CAFPA à régime d'internat dans tout Madagascar.

Don d'un puits du Rotary district 9220

Victime également du changement climatique, le centre CAFPA de Mahitsy n'a pas accès à l'eau potable alors que parfois, il accueille plus de 200 apprenants. Cette situation a poussé la Rotary district 9220 à faire don d'un puits au centre, inauguré jeudi. Le 100^e puits Rotary 9220 a été construit au pays dans le cadre de son projet «Un club, un puits», afin d'améliorer l'accès à l'eau potable aux communautés.

« Chaque village à Madagascar peut avoir accès à l'eau, ce trésor inestimable », s'est exprimé le gouverneur du district 9220 du mandat 2024-2025, Marie Françoise Randriamanga. De noter la participation active du Rotary St Denis Alizés, l'un des 7 membres du district 9220, dans la mise en œuvre de ce projet, notamment à Madagascar.

Tsena Agoa : Hodinihina amin'ny filoha Trump amin'ny alalan'ny Sadc

NJAKA A. | 19 AOÛT | LES NOUVELLES

Mitarika ny Vondrona Sadc ny filoha Rajoelina Andry. Anisan'ny nomarihiny tamin'ny 18 aogositra teo, fa tombontsoa lehibe ny fitarihany an'ity Vondrom-paritra ity eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena. Nambaran'ny filohan'ny Sadc, fa fomba ahafahana mifampidinika ny Sadc, ary anisan'izany ny fifanarahana amin'i Etazonia, mahakasika ny tsena Agoa. Satria, ho tapitra amin'ny volana septambra 2025 ho avy izao ny fe-potoana, izay tsy hitataovana haba ny entana aondrana any Etazonia, ao anatin'ny tsena Agoa. « Koa, amin'ny alalan'ny Sadc, no

hifampiraharahan'ny filoha Rajoelina Andry amin'ny filoha amerikanina Donald Trump », hoy izy.

Marihina fa efa nahena ho 15% ny haban-tseranana aloan'i Madagasikara amin'ny entana aondrana any Etazonia, raha tokony ho 47% ny fanapahan-kevitra ny filoha Donald Trump tamin'ny volana avrily teo. Anisan'ny vokatra voakasik'izany ny lavanila. Tsy tataovana haba kosa ny harena an-kibon'ny tany, ny fanafody, sy ny entana mahakasika ny lafiny sosialy.

Angovo azo havaozina : Orinasa voalohany hampiasa ny angovo azo avy amin'ny rivotra ny QMM

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 19 AOÛT | LES NOUVELLES

Miditra tsikelikely any amin'ny fampiasana angovo madio ny orinasa QMM any Taolagnaro. Ampiasaina ny angovo avy amin'ny herin'ny masoandro sy ny avy amin'ny rivotra (éolienne).

Nampiasa angovo ambanin'ny tany, toy ny solika, hatramin'izay ny orinasa QMM any Taolagnaro. Ampiasaina hampandehanana ireo milina mamokatra herinaratra izany, mahatratra 24 MW. Tsy laniny anefa io, fa ampiasain'ny orinasa ny 20 MW ary ho an'ny Jirama ny 4 MW ambiny, hamatsiana ny tanànan'i Taolagnaro. Novaina ny fomba fiasa, ka noraisina ny fanapahan-kevitra fa hitodika amin'ny fampiasana angovo madio, manomboka izao.

Napetraka ny fotodrafitrasa ho an'ny famokarana azo avy amin'ny herin'ny masoandro, izay efa tafapetraka ireo takelaka sy ny kojakoja samihafa miaraka aminy. Niasa nanomboka ny janoary 2025 teo ity fotodrafitrasa ity, namokatra 8 MW, izay notokanana tamin'ny avrily 2024 ary nitarina hamokatra 6 MW fanampiny, ka mitotaly 14 MW ny fitambarany.

Hamokatra 16 MW kosa ny angovo avy amin'ny herin'ny rivotra na « éolienne ». Zava-baovao, voalohany eto Madagasikara ity famokarana angovo madio hafa hataon'ny orinasa QMM ity. Miisa 19 ny andriamby hape-traka, mampihodina ny « hélices », mamokatra herinaratra 16 MW. Vinavinaina ho vita tanteraka amin'ny faran'ity taona 2025 ity ny fotodrafitrasa rehetra ilaina.

Efa nisy ny fanandramana natao, tsy nampiasana ny foibe mamokatra herinaratra avy amin'ny solika, nandritra ny iray andro, fa nasolo ny angovo avy amin'ny masoandro sy izay « éolienne » efa nihodina, ary nety tsara.

Tsy nisy delestazy nanomboka ny taona 2011

Mialoha izany, mbola hampifandimbiasana na ampiarahana (hybride) ny fampiasana ireo karazana herinaratra ireo mandra-pihodin'ny angovo avy amin'ny masoandro sy rivotra mitambatra.

Misy ny fiaraha-miasan'ny QMM sy ny Jirama amin'ny lafiny famatsiana herinaratra. Araka izany, tsy nisy ny delestazy ao an-tampon-tanànan'i Taolagnaro, nanomboka ny taona 2011. Satria, tsy lany amin'ny filan'ny

mpanjifa miisa 80 000 ny 4 MW avy amin'ny QMM. Misy ihany ny fahatapahan-jiro, fa mety avy amin'ny toetr'andro ratsy, na ny fahasimban'ny fitaovana, na koa noho ny fotoana fikojakojana tsy maintsy ilaina amin'ny milina.

Vinan'ny QMM sy ny orinasa reniny, Rio Tinto, amin'ny fampiasana angovo madio azo havaozina, ny hametra-hana ny antsoina hoe fitrandrahana harena ambanin'ny tany madio sady maharitra na « mine durable ». Tanjona amin'ity tetikasa ity koa ny fiarovana ny tontolo iainana, ka hampihenana ny famoahana entona karbôna mangeja hafanana (GES), hiadiana amin'ny fiovaovan'ny toetr'andro.



Tanàna sy orinasa fitaratra

Koa, tombanana hampiasa angovo madio sady azo havaozina tanteraka ny orinasa amin'ny taona 2026. Ireo no hamatsy herinaratra ny ozinina, ny seranan-tsambo, ny trano fonenan'ny mpiasa ary ny tanànan'i Taolagnaro. Tsihivina fa miisa 500 ny mpiasa mivantana ao amin'ity orinasa ity, miampy asa tsy mivantana manodidina ny 1 500.

Raha aravona, ny tampon-tanànan'i Taolagnaro no renivohitra ny faritra, distrika, kaominina fitaratra, hampiasa

ny angovo madio tanteraka eto Madagasikara. Ny orinasa QMM ihany koa no orinasa hampihodina ny fihariany tsy mampiasa herinaratra avy amin'ny solika. Mifanandrify amin'ny vinan'ny fanjakana amin'ny fiovana mankany amin'nyfampiasana angovo azo havaozina ireo.

Mitondra fampandrosoana, mifanaraka amin'ny fahafahana matrika ny fiovany toetr'andro sady mitandro ny tontolo iainana.

La Chine salue l'actuelle « dynamique positive » des relations bilatérales avec l'Inde

19 AOÛT | LE FIGARO

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en visite à New Delhi, s'est félicité auprès de son homologue indien de l'actuelle « dynamique positive » des relations bilatérales, qui s'améliorent malgré un différend frontalier, a indiqué Pékin mardi.

Les deux pays les plus peuplés du monde, qui représentent ensemble plus de 2,8 milliards d'habitants, se livrent à une lutte d'influence en Asie du sud. Des combats meurtriers à leur frontière dans l'Himalaya les ont également opposés en 2020. Les tensions se sont progressivement apaisées via un dialogue entre militaires et diplomates. Pékin et New Delhi, confrontés aux droits de douane imposés par le président américain Donald Trump, souhaitent se rapprocher.

« Les relations sino-indiennes affichent une dynamique positive vers un retour à la voie de la coopération », a déclaré lundi Wang Yi, en visite en Inde, à son homologue indien Subrahmanyam Jaishankar, selon un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères publié mardi. Les deux pays ont « repris progressivement les échanges

et le dialogue à tous les niveaux, maintenant la paix et la tranquillité dans les zones frontalières », s'est-il félicité.

« Tirer les leçons des expériences »

La reprise des relations commerciales sur la frontière himalayenne figure en tête de l'agenda de la visite de Wang Yi. Cette reprise serait un symbole significatif et ferait suite à des annonces sur la relance des vols directs et de la délivrance de visas touristiques entre les deux pays. Le sentiment anti-chinois s'était accru en Inde après l'incident de 2020, suscitant des appels au boycott des produits chinois.

Les deux parties doivent « tirer les leçons des expériences » du passé et « se considérer mutuellement comme des partenaires et des opportunités plutôt que comme des adversaires ou des menaces », a plaidé Wang Yi. Le chef de la diplomatie chinoise doit rencontrer le Premier ministre indien Narendra Modi durant son séjour.

Narendra Modi pourrait se rendre en Chine fin août pour un sommet de l'Organisation de la coopération de Shanghai (SCO) selon la presse indienne, ce qui serait sa première visite depuis 2018. Sa venue n'a pas été confirmée.

Tarifs Douaniers - Les minerais stratégiques épargnés par Washington

ITAMARA OTTON | 20 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les produits miniers, notamment les minerais stratégiques, échappent aux tarifs douaniers de 15 % de l'administration Trump. Un choix stratégique pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement.

Depuis le 7 août, ces droits de douane s'appliquent à une large gamme de produits entrant sur le marché américain, mais les minerais stratégiques en sont largement exclus. Nickel, cobalt et ilménite, entre autres, ne figurent pas sur la liste. Une exemption qui représente un répit pour des acteurs majeurs installés à Madagascar, tels qu'Ambatovy et QIT Minerals Madagascar, dont les investissements cumulés atteignent près de deux milliards de dollars et qui assurent environ 43 % des exportations du pays. Le secteur extractif se trouve ainsi préservé, alors que d'autres filières, comme l'agroalimentaire ou le textile, subissent de plein fouet l'alourdissement des tarifs.

Cette orientation s'inscrit dans une logique plus large : dès le début de la guerre commerciale, l'administration Trump avait épargné certains secteurs considérés comme vitaux

pour l'industrie américaine, notamment les semi-conducteurs et la pharmacie. Les minerais jugés indispensables à la transition énergétique et rares sur le sol américain, comme le graphite ou les terres rares, bénéficient également de ce traitement.

Regain

« Le manganèse et les terres rares sont très peu présents aux États-Unis, tandis que les gisements de nickel et de cobalt américains sont marginaux face à ceux de pays comme la République démocratique du Congo », rappelle une note de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Madagascar figure parmi les pays concernés. « Les investisseurs américains cherchent à sécuriser de nouvelles

chaînes d'approvisionnement via des prises de participation et des rachats massifs. C'est le cas d'Energy Fuels, qui a acquis en 2024 Base Resources, maison mère de Base Toliara », explique un spécialiste. Cette dynamique est également renforcée par l'intégration récente de la Grande Île au Minerals Security Partnership, lancé en 2022 par les États-Unis pour garantir l'accès aux minerais indispensables aux technologies de la transition énergétique.

Depuis 2024, les investissements miniers en Afrique connaissent un regain après plusieurs années d'attentisme. Durant la décennie 2010, les États-Unis avaient largement cédé le terrain à la Chine dans le secteur. Le rééquilibrage amorcé ces derniers mois pourrait profiter à Madagascar, dont le sous-sol recèle de nombreux minerais qualifiés de « critiques », au cœur des enjeux énergétiques et technologiques mondiaux.

Cuisson propre : Vers une norme nationale sur le bioéthanol liquide à Madagascar

ANTSA R | 20 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar avance dans sa transition énergétique avec l'adoption prochaine d'une norme nationale pour le bioéthanol liquide. Une initiative qui vise à sécuriser la production, protéger les consommateurs et réduire la déforestation.

Un grand pas a été franchi dans la promotion des énergies propres à Madagascar. La semaine dernière, un atelier s'est tenu à Antsirabe afin de réviser, concevoir et adopter une nouvelle norme nationale pour le bioéthanol liquide destiné à la cuisson domestique. Selon les participants, les travaux ont permis de préciser les normes techniques encadrant la qualité et la purification du bioéthanol produit localement. Des dispositions spécifiques ont également été arrêtées pour garantir la sécurité des utilisateurs et l'efficacité des équipements, ainsi que des règles strictes relatives à la certification et à l'étiquetage des produits légaux sur le marché.

d'assurer une production fiable, compétitive et respectueuse de l'environnement. Au-delà de la qualité, l'objectif annoncé par les participants à l'atelier est également de réduire la dépendance au charbon et au bois de chauffe, responsables d'une déforestation massive. La généralisation du bioéthanol comme alternative énergétique vise ainsi à améliorer les conditions de vie des ménages tout en protégeant les forêts et l'environnement.

Vers l'expérimentation

L'atelier a validé le lancement d'une phase d'expérimentation de 60 jours, durant laquelle les différents acteurs testeront la mise en œuvre des nouvelles normes et accueilleront les derniers ajustements. Ce processus précédera l'adoption officielle et l'application de la norme au niveau national. Ce chantier bénéficie de l'appui du projet FIER (Financement intégré pour les énergies renouvelables), en partenariat avec l'ONUDI, le Bureau des normes (BNM), le Centre national de recherches industrielle et technologique (CNRIT), le Centre national de recherche sur l'environnement (CNRE), ainsi que les ministères de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Industrie. Avec cette initiative, Madagascar franchit une nouvelle étape dans sa transition énergétique et sa lutte contre la déforestation.



Une adhésion large

Chercheurs spécialisés en énergies renouvelables, producteurs et distributeurs d'éthanol, représentants d'associations de consommateurs et responsables de plusieurs ministères ont activement participé aux échanges. Tous s'accordent sur la nécessité d'un référentiel commun afin

Arrivée de l'Airbus A350-1000 d'Ethiopian Airlines: de nouvelles perspectives s'ouvrent pour le secteur tourisme

JEAN RIANA | 20 AOÛT | LES NOUVELLES

Le secteur touristique malgache pourrait connaître un nouvel essor grâce à l'arrivée d'un avion de dernière génération opéré par Ethiopian Airlines. La compagnie aérienne a récemment déployé son nouvel Airbus A350-1000 sur la liaison desservant Madagascar. Cet appareil moderne, avec sa capacité d'accueil de 400 passagers, ouvre de nouvelles perspectives pour l'industrie du voyage.

L'appareil a foulé le sol malgache pour la première fois à l'aéroport international Ivato, le 18 août avec un vol complet. L'arrivée de cet appareil s'avère être une bonne nouvelle en vue de l'amélioration de l'offre de transports aériens et contribuer au développement du tourisme dans la Grande île. « Si Ethiopian Airlines renforce sa flotte avec ce nouvel Airbus A350-1000, cela signifie que l'effectif des touristes qui choisissent la destination Madagascar est en hausse », d'après Viviane Dewa, la ministre du Tourisme et de l'artisanat. Elle ajoute que cette nouvelle desserte contribuera à renforcer l'attractivité du pays

surtout que si les petits appareils peuvent accueillir dans les 200 passagers à bord, celui-ci peut recevoir le double.



En tout cas, les dernières statistiques du ministère montrent que les chiffres sont en hausse. Le nombre de visiteurs a augmenté durant le premier trimestre l'année, affichant 150.757 touristes contre 125.733 l'année précédente sur la même période.

Infrastructures – « La BAD prête à contribuer à la construction de l'autoroute », selon le ministère de l'Economie et des finances

20 AOÛT | 2424.MG

Antananarivo, 20 Août, 8h05 – Un autre intérêt manifesté pour participer au financement de "l'autoroute Antananarivo – Toamasina". Si l'on en croit le ministère de l'Economie et des finances, le directeur général en charge des infrastructures au sein de la Banque africaine de développement (BAD, Kennedy Mbekeani, a fait part de la « volonté de la Banque à contribuer à la construction de l'autoroute reliant Antananarivo à Toamasina ».

Ce responsable de la BAD a rencontré la ministre de l'Economie et des finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, lundi, après avoir participé au Sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), rapporte le ministère. Son communiqué évoque ainsi « l'envoi d'une mission spéciale de la BAD pour commencer les discussions autour de cette grande infrastructure ».

L'annonce de l'intérêt de la BAD vient s'ajouter aux intentions déjà évoquées par les autorités pour financer le projet présidentiel de l'autoroute. Après l'annonce présidentielle d'un appui de 60 millions de dollars provenant

du Fonds de développement d'Abu Dhabi, la ministre de l'Economie et des finances a rencontré mardi le directeur régional du Fonds, Ahmed Al Kabani. Ils ont évoqué « les procédures relatives au soutien financier » annoncé, rapporte le ministère.

En février 2025, la présidence de la République avait déjà annoncé un éventuel financement de la part de la Banque arabe pour le développement en Afrique (Badea) pour la deuxième phase des travaux. Elle avait notamment évoqué un montant allant de 250 à 350 millions de dollars annoncé par le président de l'institution financière, Sidi Ould Tah lors de sa rencontre avec le président de la République Andry Rajoelina en marge du Sommet mondial des gouvernements à Dubaï.

Hydrocarbures – Une livraison de 829 057 tonnes métriques de carburant à Madagascar attendue de la société omanaise OQ Trading de juin 2025 à mai 2026

20 AOÛT | 2424.MG

Antananarivo, 20 Août, 6h55 – Les livraisons de carburants à Madagascar confiées à OQ Trading pour un an de plus. Cette société de trading omanaise devrait, dans son nouveau contrat, livrer 829 057 tonnes métriques de produits blancs pour Madagascar de juin 2025 à mai 2026. C'est ce qu'a indiqué l'Office malgache des hydrocarbures (OMH) dans sa dernière Revue de l'aval pétrolier.

Ces importations devraient être constituées en grande partie de Gasoil (GO), s'élevant à 617 973 tonnes métriques. A celui-ci s'ajoutent 153 897 tonnes métriques

de Super Carburant (SC) et 57 197 tonnes métriques de kérosène et de pétrole lampant (DPK), détaille l'OMH.

Cet organe de régulation du secteur pétrolier aval indique que c'est au début de cette année que l'appel d'offres relatif à l'approvisionnement en produits blancs de Madagascar avait été lancé par le Groupement des pétroliers de Madagascar (GPM). Sur dix soumissionnaires qui avaient été retenus, c'est OQ Trading, la branche de trading de matières premières du Sultanat d'Oman qui a de nouveau été l'adjudicataire de ce marché.

Projet Tefiala : Restauration des terres pour la résilience des communautés rurales

ANTSA R. | 21 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

La productivité agricole et la préservation de l'environnement doivent être étroitement liées, selon les initiateurs de Tefiala. Ce projet collabore avec les associations paysannes, pour intervenir dans la région Haute Matsiatra.

Mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le ministère de l'Environnement et du Développement durable, avec l'appui de la FAO et le financement du Global Environment Facility (GEF), ce projet place la restauration des paysages et des forêts au centre des stratégies de développement rural. Selon ses responsables, le projet se concentre sur la gestion durable des terres, qui constitue l'un des piliers de cette restauration.



Face à la dégradation croissante des sols, les pratiques promues par Tefiala visent à réhabiliter la fertilité tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles. L'aménagement du sol par les courbes de niveau, les diguettes ou le paillage permet de lutter contre l'érosion, tandis que l'agroforesterie contribue à reconstituer le couvert végétal. En parallèle, l'utilisation d'engrais organiques comme le compost ou le fumier réduit la dépendance aux intrants chimiques et favorise un retour progressif à des sols vivants.

Agriculture régénératrice

Le projet encourage également des techniques agricoles qui s'inscrivent dans la logique de la régénération : rotation

et diversification des cultures, semis direct, pratiques agro-écologiques. Ces méthodes ne se limitent pas à préserver les terres, elles participent à leur restauration progressive et garantissent une sécurité alimentaire durable pour les ménages. La restauration devient ainsi une passerelle entre développement économique et adaptation aux changements climatiques. Mais la restauration des terres ne peut se concevoir sans une appropriation locale. Tefiala accorde donc une place particulière au renforcement des capacités communautaires. Dans la commune rurale d'Ialamarina, paysage de Ranomainty, région Haute Matsiatra, seize présidents d'associations paysannes ont suivi une formation axée sur la gestion organisationnelle : utilisation de cahiers de suivi, gestion des matériels, relevé des données sur les participants et tenue de fiches de présence lors des travaux collectifs. Ces outils de gouvernance locale assurent transparence et pérennité des actions. Parmi ces présidents, cinq sont déjà directement impliqués dans le projet, tandis que onze attendent la validation de leur adhésion par le comité guichet. Cette dynamique illustre la volonté de Tefiala de bâtir des structures locales solides, garantes de la continuité des pratiques de restauration au-delà du projet. En combinant restauration écologique, innovations agricoles et renforcement organisationnel, le projet propose une approche intégrée. Restaurer les terres ne consiste pas seulement à réparer un écosystème abîmé, mais à recréer les conditions d'une production durable et d'un développement équitable. Pour les communautés rurales, la restauration devient un outil de résilience et une promesse d'avenir.

Secteur artisanat : regroupement des acteurs sollicité

JEAN RIANA | 21 AOÛT | LES NOUVELLES

L'artisanat malgache commence à percer sur le marché international. Et les chiffres en témoignent. La valeur des exportations est en hausse passant de 17 millions d'euros en 2019 à 39 millions d'euros en 2024. « Néanmoins, les acteurs devraient se regrouper pour que le secteur puisse se développer davantage » a déclaré Rabetany Andriantsilavo, directeur de la valorisation des produits artisanaux auprès du ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA).

A noter que ce secteur fait vivre plus de trois millions de personnes regroupant 164 métiers répartis dans 14 filières artisanales en matière de cornes, bois et dérivés, pierre et bijouterie, textile et habillement, aménagement de l'habitat, peinture...

« En matière d'exportation, il y a des normes à respecter que ce soit en termes de qualité, de production ou de délais. Pour arriver à respecter ces différentes conditions, il est impératif pour les artisans de se regrouper et s'entraider entre eux, partager des expériences » a-t-il indiqué. « Il existe déjà divers mécanismes de financement pour ne citer que le programme Fihariana. On peut aussi faire

appel aux banques, mais le problème est que la promotion de l'éducation financière demande encore beaucoup d'effort à Madagascar » a souligné le directeur de la valorisation des produits artisanaux.

Facilitation de procédures

Dans cette optique, quatre ministères collaborent, à savoir le ministère de la Communication et de la culture (MCC), le ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd), le ministère des Mines et le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA).

Tout produit transformé à base de raphia doit passer par le MCC étant donné que ce produit s'avère être un trésor national. Et les produits à base de bois doivent obtenir l'aval du Medd. Quant aux produits fabriqués à partir des pierres précieuses et autres, la validation du ministère des Mines est requise avant exportation.

« Tous ceux qui envisagent d'exporter doivent remplir un formulaire à se procurer auprès de l'annexe du MTA à Andavamamba et tous les services sont gratuits » a mentionné Rabetany Andriantsilavo.

Energie – Le cadre technique et organisationnel du « Program for Results » destiné à soutenir la Jirama à hauteur de 100 millions de dollars approuvé

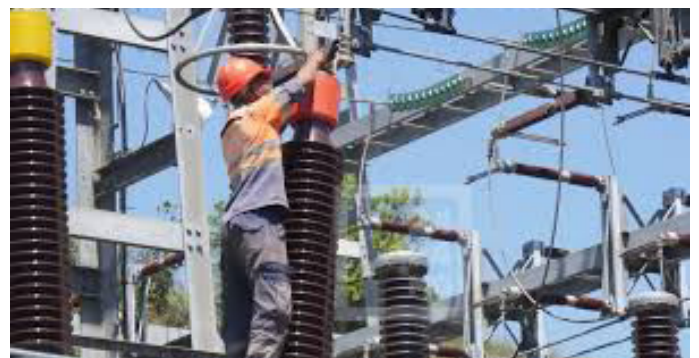
21 AOÛT | 2424.MG

Antananarivo, 21 Août, 13h15 – Le prochain programme de financement de la Jirama sur la bonne voie. Le Conseil des ministres approuve la communication conjointe faite par le ministère de l'Economie et des finances et le ministère de l'Energie et des hydrocarbures sur une récente mission de la Banque mondiale. Cette mission qui a eu lieu du 22 au 24 juillet a porté sur le "Program for Results" qui prévoit d'octroyer un appui de 100 millions de dollars. Cette mission avait permis de définir le cadre technique et organisationnel pour la mise en oeuvre de ce programme, précise le Conseil des ministres.

Le dispositif PforR lie les décaissements à des résultats mesurables. Concrètement, la Jirama et l'État élaborent un programme assorti d'indicateurs. Les fonds sont libérés à l'atteinte de ces cibles. Les échanges entre la Banque mondiale et le ministère de l'Économie et des Finances ont acté ce principe, avec un accent mis sur la redevabilité et efficacité de l'exécution. Cette approche a été mise en avant à l'issue des rencontres de juillet et d'une communication institutionnelle récente.

et appui s'inscrit dans une séquence de réformes appuyées par les partenaires techniques et financiers. Le Fonds monétaire international souligne l'adoption récente d'un plan de redressement de la Jirama, considéré comme un levier pour sécuriser l'approvisionnement électrique et limiter la pression sur le budget de l'État. L'alignement

entre le PforR et ce plan vise à accélérer les correctifs de gouvernance et la fiabilité du service.



À court terme, la feuille de route conjointe doit préciser les cibles de performance dont la gouvernance, la continuité de service ou encore l'assainissement financier et le calendrier des étapes. Des évaluations antérieures de l'appui au secteur électrique à Madagascar montrent que des gains sont possibles lorsque la réduction des pertes et l'amélioration des interruptions réseau sont poursuivies de manière soutenue, ce que vise le nouveau cadre « axé sur les résultats ». Les prochaines décisions porteront sur la formalisation des indicateurs et le séquençement des décaissements.

Octroi de Crédits – Une reprise timide du financement des activités du secteur extractif signalée

22 Août | 2424.MG

Antananarivo, 21 Août, 12h15 – Les banques devraient reprendre le financement des activités du secteur extractif, bien que timidement. Mis en veille au premier trimestre de cette année, les banques commerciales de la place avaient prévu d'accorder 1,3% de leurs crédits à ce secteur au second trimestre. Une prévision de répartition de crédit que la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) a rapporté dans le résultat de son Enquête de conjoncture économique (ECE) auprès du secteur bancaire.

Ces banques avaient prévu de mettre en veille le financement des activités extractives au début de l'année. Elles ont voulu attendre plus de clarté sur l'évolution du contexte international, pour expliquer cette prudence. C'est pourquoi ces établissements financiers ne prévoyaient aucun financement pour ce secteur durant cette période.

Une reprise timide de financement des activités dans ce secteur avait été ensuite attendue de ces banques. Et il

devrait bénéficier de 1,3% des crédits de la part de ces établissements au second trimestre, rapporte la BFM de son enquête menée auprès des banques.

Les entreprises des Zones franches industrielles devraient, pour leur part, voir la part des crédits qui leur sont octroyés baisser. Elles ont bénéficié de 9,5% des crédits octroyés au premier trimestre, contre 9,3% au trimestre suivant. La BFM avait expliqué qu'en raison des contraintes internationales liées aux tarifs douaniers, les banques demeurent prudentes en maintenant toutefois, dans une certaine mesure, la proportion de crédits à octroyer au secteur des zones franches industrielles.

Au second trimestre de cette année, ce sont le commerce et les transports qui ont été les activités priorisées par les banques. Ils ont bénéficié respectivement de 22% et de 20% des crédits octroyés.

Gestion des données: données, IA et souveraineté, Madagascar engage le débat

ARH. | 22 Août | LES NOUVELLES

Première administration du pays à adopter l'intelligence artificielle (IA), la Douane malgache accélère sa transformation numérique. Depuis 2022, elle utilise cette technologie pour analyser les données, renforcer les contrôles et anticiper les risques. Objectif : bâtir une institution plus performante, transparente et au service des citoyens.

Dans cette dynamique, la Douane en partenariat avec la Faculté Economie, Gestion et Sociologie (EGS), de l'Université d'Antananarivo, a organisé hier dans le Grand Amphithéâtre de la Faculté, une conférence intitulée « Souveraineté des données et intelligence artificielle : Enjeux et perspectives ». Chercheurs, experts et étudiants se sont réunis pour débattre des enjeux d'un avenir numérique maîtrisé.

Plusieurs personnalités sont intervenues, dont le directeur général de la Douane, le Dr Lainkana Zafivanona Ernest, Jimmy Vatosoa, Chief of AI chez Metalab ESSEC, le Dr Paul Mazoto Rakotomamonjy du Centre d'Excellence des Données et de l'Intelligence Artificielle (CEDIA) et Henitsoa Rasoanandrianina, ingénieure en recherche et innovation.

Les discussions ont porté sur trois priorités. La première concerne la protection des données, considérée comme un pilier stratégique pour la souveraineté nationale. La seconde touche au potentiel de l'IA, capable d'améliorer l'efficacité des services publics et d'anticiper les besoins. La troisième souligne la nécessité de renforcer

les partenariats entre l'administration, les universités, le secteur privé, la justice et les partenaires internationaux.

Compétences locales

Dans son allocution, le Dr Lainkana Zafivanona Ernest soutient « le développement des compétences locales ». Selon lui, le pays a besoin de data scientist, de juristes et d'éthiciens pour encadrer l'usage de l'IA.

« L'intelligence artificielle n'est pas réservée aux grandes puissances. Elle doit devenir un levier de souveraineté, de formation et de développement humain », a-t-il affirmé. Pour concrétiser cette vision, la Douane a mis en place le CEDIA. Ce centre joue un rôle de passerelle entre l'administration et l'université. Il vise à transformer les recherches en solutions adaptées aux besoins opérationnels du pays.

Le Pr Fano Andriamahefazafy, Doyen de la Faculté EGS a rappelé que l'IA représente un choix de société. Utilisée avec responsabilité, elle peut améliorer concrètement le quotidien des citoyens : des écoles mieux approvisionnées, des routes réparées plus vite, des services publics plus efficaces.

Vary safiotra: Sabotsy-Namehana vers l'autosuffisance alimentaire

ARH. | 22 Août | LES NOUVELLES

Le programme de promotion du « vary safiotra » séduit davantage Sabotsy-Namehana, district d'Antananarivo Avaradrano. Hier, la commune a bénéficié d'un appui du gouvernement en faveur des exploitants agricoles. 48,7 tonnes d'engrais et 1,8 tonne de semences de riz hybride ont été remis à 320 agriculteurs.

« Ce soutien ne consiste pas seulement à distribuer de matériel agricole, c'est un signe d'encouragement et de solidarité envers les paysans », a déclaré la secrétaire d'État auprès de la Présidence chargée de l'autosuffisance alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa.

« D'après les projections, un hectare de riz hybride peut générer jusqu'à 5 millions d'ariary de revenus, offrant ainsi de nouvelles perspectives de développement économique

aux familles rurales », a-t-elle soulevé. « A l'image de l'eau et du riz, symboles d'indissociabilité, nous avançons ensemble, solidaires et complémentaires, vers un même objectif ». Elle a lancé un appel à l'unité des exploitants agricoles, des associations et des communes, afin de conjuguer leurs efforts en faveur de l'autosuffisance alimentaire.

Elle a également rappelé que cette orientation s'inscrit dans la vision du président de la République, Andry Rajoelina, récemment élu président de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc), qui place la sécurité alimentaire au rang des priorités nationales et régionales.

Commerce - La fin de l'Agoa approche à grands pas

IRINA TSIMIJALY | 22 Août | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar se prépare à défendre ses intérêts économiques avant l'échéance de l'Agoa. Le gouvernement et ses partenaires régionaux négocient pour préserver ces avantages stratégiques.

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA), accord commercial conclu entre les États-Unis et plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, arrive à échéance le 30 septembre 2025. Ce programme, adopté en 2000 et renouvelé à plusieurs reprises, offre aux pays africains éligibles un accès préférentiel au marché américain, en exonérant leurs exportations de droits de douane et de quotas sur une large gamme de produits, allant du textile aux denrées agricoles et aux ressources minières.



Pour Madagascar, l'enjeu est de taille. Selon Isidore Razanakoto, directeur général du commerce : « L'avantage majeur que nous tirons de l'Agoa concerne notre secteur textile. Si l'accord n'est pas reconduit, les conséquences seront majeures ». Ce secteur emploie près de 150 000 emplois directement et plus de 400 000 emplois indirectement, ce qui en fait le deuxième employeur formel du pays après l'agriculture.

Andry Rajoelina, président de la République, lors du 45e sommet de la SADC, a souligné l'importance d'une approche collective : « Défendre nos intérêts de manière unifiée sera moins ardu que de plaider isolément ».

Selon lui, les discussions avec Washington sur la reconduction de l'Agoa devraient s'ouvrir prochainement. Des entretiens avec Melanie Higgins, sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines auprès du département d'État américain ont déjà été entamés durant le sommet de la SADC.

L'Agoa permet à Madagascar d'exporter vers les États-Unis sans droits de douane ni quotas, notamment dans les secteurs du textile, de l'agroalimentaire (vanille, huiles essentielles) et de certains produits miniers.

Négociations

C'est un dispositif non réciproque : les exportations africaines vers les États-Unis sont exonérées de taxes, tandis que les produits américains restent soumis à des taxes. Le gouvernement malgache travaille à préserver ces avantages, notamment à travers des discussions avec Melanie Higgins. « Nous voulons garantir que nos produits continuent d'accéder aux États-Unis à des conditions préférentielles, sans être pénalisés par des droits de douane excessifs », explique le Dr Laintana Zafivanona Ernest, directeur général des Douanes.

Trois secteurs sont au centre des négociations : le textile, l'agroalimentaire et les produits miniers. Certains minéraux critiques bénéficient déjà d'une exemption de taxation pour faciliter leur accès au marché américain. En revanche, le textile malgache subit depuis le 30 juillet une taxe de 15 %, contre 10 % pour le Kenya, ce qui fragilise sa compétitivité.

Comme l'Agoa est un dispositif unilatéral, la décision finale revient aux États-Unis. De nouvelles initiatives diplomatiques sont attendues pour sécuriser la position de Madagascar dans les échanges commerciaux internationaux et maintenir ses liens privilégiés avec Washington.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

